

Comité départemental du souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes et de la Résistance en Loire-Inférieure

Prise de parole de Christian Retailleau – 27 avril 2024 à Moisdon-la-Rivière

Monsieur le Sous-Préfet,
Monsieur le Maire de Moisdon-la-Rivière,
Monsieur le Vice-président du Département,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs les représentants de l'Association nationale et de l'Association
Départementale des Gens du Voyages Citoyens de Loire-Atlantique,
Mesdames et Messieurs les représentants des associations et partis politiques,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis, Cher Christophe Sauvé, chers voyageurs.

Il y a 5 ans, jour pour jour, nous avons participé activement à cette émouvante cérémonie, ici même, à l'occasion de l'inauguration de la stèle en hommage aux Gens du Voyage et aux Républicains espagnols internés dans ce triste camp dit de « La Forge »

C'est donc tout naturellement que notre Comité du souvenir des fusillés de Châteaubriant et Nantes et de la Résistance en Loire-Inférieure a répondu favorablement à l'invitation de monsieur le préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique et de l'Association Départementale des Gens du Voyage Citoyens pour rappeler l'internement des Tsiganes et des Républicains Espagnols.

Si vous le permettez, je voudrais m'attarder sur ces derniers et pour bien comprendre ce qui est arrivé, nous devons remonter jusqu'en 1936.

Que s'est-il passé en cette année 1936 et plus précisément le 17 Juillet ?

C'est le jour où la rébellion militaire part du Maroc espagnol sous l'impulsion de Général Franco pour gagner la péninsule le 18 juillet. Ce coup d'état fasciste vise le renversement de la république. Il a été préparé minutieusement en accord avec Hitler et Mussolini qui voient là une opportunité pour tester à grande échelle leurs nouvelles technologies militaires.

Il se dira, non sans raison, que la Seconde Guerre mondiale a débuté en juillet 1936 et non en septembre 1939.

Très rapidement, des centaines puis des milliers de femmes, enfants et vieillards fuient les zones de combats ou de bombardements, comme la tristement célèbre ville de Guernica, et franchissent la frontière franco-espagnole. Tous les grands ports de la façade atlantique deviennent des centres d'accueil et de transit pour une population désœuvrée et meurtrie.

Un centre d'hébergement est ouvert à Ancenis.

Le gouvernement du Front Populaire en organise l'accueil épaulé par les syndicats, les partis de gauche, le secours populaire et le secours catholique. 12 centres de vacances sont ouverts entre Pornic et Batz-sur-Mer. Au total, ce sont 1547 hommes, femmes et enfants qui sont accueillis.

Le mot solidarité prend tout son sens. Ils seront plus de 30 000 à transiter par notre département entre 1936 et 1939.

Cependant, avec l'arrivée au pouvoir du gouvernement Daladier en Avril 1938, les choses changent. L'une des premières mesures de ce gouvernement concerne les étrangers et les réfugiés.

Progressivement, l'étranger devient suspect puis indésirable. Un décret est promulgué pour que ces étrangers « indésirables » soient internés dans des centres spéciaux.

C'est pour cette raison que sera ouvert, à la va-vite et sans réelle préparation, le camp d'internement de la Forge à Moisdon-la-Rivière le 27 mai 1939.

620 paillasses sont installées ici même, 600 kilos de paille assurent le couchage. L'eau potable manque ainsi que le chauffage dans ces lieux humides et frais.

Au début, il y a 239 enfants et 192 adultes. Le chiffre culminant est atteint le 21 Juillet 1939 avec 875 internés, Parmi eux, 452 enfants, 385 femmes et 38 vieillards. Dans l'autre camp situé à Juigné-des-Moutiers, les effectifs sont moindres.

C'est début novembre 1939 qu'il est décidé d'expulser tous ces réfugiés en direction de l'Espagne. Ils seront reconduits, sous escorte de la gendarmerie, jusqu'à la frontière à Irun où les attend de pied ferme la « guardia civile. »

C'est un nouveau drame qui se jouera alors pour de nombreuses femmes militantes ou dirigeantes du Frente Popular.

Je pense à Soledad Réal condamnée à 30 ans de prison et qui sortira en 1957 en liberté conditionnelle. Je pense à Maria Salvo Iborra, dirigeante des jeunesses socialistes de Catalogne, emprisonnée et qui sera libérée en 1957 et tant d'autres qui connaîtront du régime franquiste la torture, la prison et l'humiliation.

Mais elles poursuivront la lutte contre la dictature et pour la conquête de libertés démocratiques.

Le poète nous avertit : « si l'écho de leurs voix s'éteint, nous périrons ».

Hélas, l'actualité nous apporte régulièrement des exemples de privations de liberté, d'exactions, d'oppressions, de massacres, de crimes racistes, fruits de l'intolérance, de la domination de la loi de l'argent sur les principes de Liberté, d'Egalité et de Fraternité.

Nous ne pouvons donc que désapprouver cette loi « asile immigration » qui torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain hérité du Conseil national de la Résistance. Comme nous sommes heurtés, oui, heurtés par les propos tenus dans l'enceinte de l'Assemblée nationale par un député, désignant les étrangers comme des indésirables.

C'est pour cela qu'inlassablement, nous rappellerons le rôle décisif de milliers d'étrangers dans la résistance française et les combats pour la libération du pays.

Dans ce sens, l'hommage qui a été rendu aux 23 résistants de « l'Affiche rouge » à l'occasion de l'entrée au Panthéon de Missak et Mélinée Manouchian est d'une portée hautement symbolique que nous saluons.

Le sort indigne fait il y a plus de 80 ans, en France, aux Républicains Espagnols et aux Tsiganes ne doit plus jamais se reproduire.

Plus jamais « d'indésirables » dans notre pays.

Je vous remercie.